



Amnesty International

DOCUMENT PUBLIC

FÉDÉRATION DE RUSSIE
Justice pour tous !

CAS D'APPEL

Index AI : EUR 46/026/02

•
ÉFAI
•

FÉDÉRATION DE RUSSIE

Justice pour tous !

Atteintes aux droits des enfants

Cas d'appel n°1

Justice pour tous !*

La Fédération de Russie est en pleine transition. Des changements politiques et économiques spectaculaires ont profondément modifié l'existence des 144 millions d'habitants de ce pays.

La situation des droits humains s'est transformée depuis les années 70. Néanmoins, de graves atteintes aux droits humains demeurent généralisées.

Dans toute la Fédération de Russie, les actes de torture et autres formes de mauvais traitements infligés aux femmes, aux hommes et aux enfants en détention sont quasiment monnaie courante. Les conditions de vie qui règnent dans les centres de détention provisoire du pays sont généralement tellement éprouvantes qu'elles constituent des traitements cruels, inhumains ou dégradants.

En Tchétchénie, le conflit est marqué par de graves violations des droits humains et du droit international humanitaire. Selon des informations dignes de foi, les forces russes se seraient rendus responsables de nombreuses atteintes aux droits humains, notamment d'arrestations arbitraires, d'actes de torture, de « disparitions » et d'exécutions extrajudiciaires. Les forces tchétchènes auraient également commis des violations du droit international humanitaire, prenant notamment pour cibles des civils et exécutant des combattants capturés.

Les responsables présumés d'atteintes aux droits humains sont rarement contraints à rendre des comptes, et les victimes sont fréquemment privées de réparations.

Amnesty International lance une campagne d'envergure mondiale destinée à montrer la réalité de ces atteintes généralisées aux droits humains, commises dans un climat d'impunité. Cette campagne vise à faire pression sur le gouvernement russe pour l'amener à s'acquitter de ses obligations internationales en matière de protection et de promotion des droits humains. Notre objectif est simple : **Justice pour tous !**

* La version originale en langue anglaise du document résumé ici a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, sous le titre RUSSIA CAMPAIGN - LEAFLETS. La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI - octobre 2002.

Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI – IS documents.
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org

Des enfants maltraités en détention

« Quand vous irez voir le procureur, dites-lui que vous avez ramené votre fils à la maison, qu'il a fait une chute là-bas et que c'est comme cela qu'il s'est fracturé les vertèbres. »

Conseil qui aurait été donné à la mère de Sergueï Kalinine
par l'avocat désigné par la police

Sergueï Kalinine (il s'agit d'un pseudonyme), un adolescent de seize ans, a été arrêté dans le quartier Davidkovo, à Moscou, le 14 septembre 2000, après avoir apparemment volé une voiture pour faire une « virée ».

Aux termes de la législation russe, l'arrestation d'un enfant doit être notifiée rapidement au ministère public et à ses parents. Or, Sergueï Kalinine a été gardé à vue pendant vingt-quatre heures au poste de police local, sans que le parquet ni ses parents en soient informés. D'après les informations recueillies, il a été torturé au cours de ces vingt-quatre heures.

Sergueï Kalinine affirme que des policiers l'ont frappé sur le dos et la tête, et qu'ils lui ont cogné la tête contre un mur, apparemment pour lui faire « avouer » le vol d'autres voitures. Après sa libération, il a été établi dans un centre médical qu'il présentait des fractures par tassement au niveau des vertèbres.

Le 28 mai 2001, le tribunal municipal Kountsevski a déclaré Sergueï Kalinine coupable de vol et l'a condamné à trois ans d'emprisonnement dans une colonie pénitentiaire pour mineurs. Il a été libéré après que sa peine eut été assortie d'un sursis à la suite d'un recours formé devant le tribunal de la ville de Moscou le 17 juillet 2001.

Bien que Sergueï Kalinine ait dit au tribunal et au ministère public qu'il avait été torturé par la police, aucune enquête judiciaire n'a été ouverte sur ses allégations.

Selon sa mère, Sergueï Kalinine souffre toujours des suites des supplices qui lui ont été infligés.

En vertu des normes internationales, les enfants ont droit à une protection spéciale, notamment contre la torture et les autres formes de mauvais traitements, car leur jeunesse les rend tout particulièrement vulnérables aux violences. Or, les enfants qui sont arrêtés par la police russe ne bénéficient pas de cette protection spéciale. Ainsi, dans un certain nombre d'affaires portées à la connaissance d'Amnesty International, des enfants ont été privés de l'un des droits les plus élémentaires – celui d'être interrogé en présence d'un avocat et d'un adulte appartenant à leur famille – qui constitue une garantie contre la torture et les mauvais traitements. L'organisation a recensé des cas d'enfants ayant été soumis à la torture ou à d'autres formes de mauvais traitements par la police dans de telles circonstances.

Ces pratiques sont d'autant plus troublantes que de très nombreux enfants sont arrêtés et interrogés par la police chaque année.

Des dizaines de milliers d'enfants sont privés de leur liberté en Russie, alors qu'aux termes de la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant, à laquelle la Russie est partie, « l'arrestation, la détention ou l'emprisonnement d'un enfant doit [...] n'être qu'une mesure de dernier ressort, et être d'une durée aussi brève que possible ». Il est courant que des enfants soient maintenus pendant des mois, voire des années, en détention provisoire et condamnés à de lourdes peines d'emprisonnement pour des infractions relativement mineures. Au milieu de

l'année 2001, plus de 17 000 enfants purgeaient des peines d'emprisonnement dans 64 colonies pénitentiaires pour mineurs, d'après le ministère de la Justice. Ils étaient plus nombreux encore à être incarcérés dans des centres de détention provisoire, où les conditions de vie sont généralement tellement dures qu'elles constituent des traitements cruels, inhumains et dégradants.

Dans les centres de détention provisoire et les prisons, les enfants risquent d'être brutalisés à la fois par les gardiens et par d'autres détenus. Là encore, les mesures prises par les autorités en vue de protéger les enfants contre les violences en détention semblent des plus limitées – les allégations d'enfants affirmant avoir été torturés et maltraités débouchent rarement sur des enquêtes, et plus rarement encore sur des poursuites judiciaires.

Une révision du système de justice pour mineurs est nécessaire afin que le principe selon lequel les enfants ne doivent être privés de leur liberté qu'en dernier ressort soit de nouveau respecté, et qu'ils soient protégés contre la torture et les autres formes de mauvais traitements en détention.

Ce que vous pouvez faire

Écrivez au président de la Fédération de Russie à l'adresse suivante :

President of the Russian Federation

Vladimir Putin

Kremlin, Moscow

Fédération de Russie

Exhortez-le à :

- prendre les mesures nécessaires pour que toutes les allégations faisant état d'atteintes aux droits humains donnent lieu à des enquêtes exhaustives et impartiales, et pour que les auteurs présumés de ces agissements soient traduits en justice ;
- faire en sorte que les autorités russes s'acquittent de leurs obligations, en veillant à ce que l'arrestation, la détention ou l'emprisonnement d'un enfant ne soit qu'une mesure de dernier ressort.

Mouvement mondial de défense des droits humains composé de bénévoles, Amnesty International mène campagne afin d'obtenir la libération des prisonniers d'opinion, un procès équitable pour les prisonniers politiques, l'abolition de la peine de mort et de la torture, et la fin des « disparitions » et des assassinats politiques dans le monde entier. Amnesty International œuvre impartialement à la promotion de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments internationaux.

Pour obtenir de plus amples informations sur Amnesty International et sur notre campagne contre les atteintes aux droits humains commises en Fédération de Russie, contactez la section ou structure d'Amnesty International de votre pays ou écrivez à :

Amnesty International

International Secretariat

Peter Benenson House

1 Easton Street

London WC1X 0DW

Royaume-Uni

<http://www.amnesty.org>

FÉDÉRATION DE RUSSIE

Justice pour tous !

« Disparitions » en Tchétchénie

Cas d'appel n°2

Justice pour tous !*

La Fédération de Russie est en pleine transition. Des changements politiques et économiques spectaculaires ont profondément modifié l'existence des 144 millions d'habitants de ce pays.

La situation des droits humains s'est transformée depuis les années 70. Néanmoins, de graves atteintes aux droits humains demeurent généralisées.

Dans toute la Fédération de Russie, les actes de torture et autres formes de mauvais traitements infligés aux femmes, aux hommes et aux enfants en détention sont quasiment monnaie courante. Les conditions de vie qui règnent dans les centres de détention provisoire du pays sont généralement tellement éprouvantes qu'elles constituent des traitements cruels, inhumains ou dégradants.

En Tchétchénie, le conflit est marqué par de graves violations des droits humains et du droit international humanitaire. Selon des informations dignes de foi, les forces russes se seraient rendus responsables de nombreuses atteintes aux droits humains, notamment d'arrestations arbitraires, d'actes de torture, de « disparitions » et d'exécutions extrajudiciaires. Les forces tchétchènes auraient également commis des violations du droit international humanitaire, prenant notamment pour cibles des civils et exécutant des combattants capturés.

Les responsables présumés d'atteintes aux droits humains sont rarement contraints à rendre des comptes, et les victimes sont fréquemment privées de réparations.

Amnesty International lance une campagne d'envergure mondiale destinée à montrer la réalité de ces atteintes généralisées aux droits humains, commises dans un climat d'impunité. Cette campagne vise à faire pression sur le gouvernement russe pour l'amener à s'acquitter de ses obligations internationales en matière de protection et de promotion des droits humains. Notre objectif est simple : **Justice pour tous !**

* La version originale en langue anglaise du document résumé ici a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, sous le titre RUSSIA CAMPAIGN - LEAFLETS. La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI - octobre 2002.

Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI – IS documents.
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org

« Disparitions » en Tchétchénie

« Vous n'avez toujours pas retrouvé votre mari ? Alors cherchez-le dans une fosse ! »

Conseil donné par des soldats russes à Zoura Mandykhadjieva, dont le mari Chamil a « disparu » en novembre 2001.

Le 9 novembre 2001, des soldats russes sont entrés dans une maison du village de Serjen-Iourt, en Tchétchénie, où dormaient cinq fillettes et deux femmes.

Les deux femmes, Asset Yakhiaïeva, quarante-cinq ans, et Milana Betirguirieva, vingt et un ans (également connues respectivement sous les noms de Zargan et d'Aïnat), séjournaient au village pour aider à préparer le mariage de la fille d'un voisin.

Les soldats prenaient part à une opération menée dans le village.

Selon des témoins, les soldats ont coupé l'électricité dans la maison. Terrifiées, les fillettes ont commencé à crier, mais les militaires ont menacé de les abattre puis leur ont éclairé le visage avec des torches tout en se demandant à voix haute lesquelles ils allaient violer.

Une des fillettes a indiqué à Amnesty International qu'un officier était entré dans la pièce et qu'il avait ordonné aux soldats de ne pas les toucher.

Après le départ des militaires, les fillettes sont allées dans la pièce où dormaient Asset Yakhiaïeva et Milana Betirguirieva, mais elle était vide. Les fillettes ont retrouvé certains des vêtements que portaient les deux femmes, notamment une jupe et un chemisier, dans la rue, devant la maison. On est sans nouvelles de ces deux femmes, qui ont « disparu » depuis lors.

Le conflit actuel en Tchétchénie, qui a débuté en septembre 1999, a été marqué par de nombreuses allégations dignes de foi faisant état de violations des droits humains et du droit international humanitaire commises par les forces russes.

On pense que des centaines de civils tchétchènes ont « disparu » après avoir été appréhendés par les forces russes. Au nombre des victimes figurent des femmes et des fillettes soupçonnées d'être apparentées à des combattants ou de leur prêter assistance. Les corps de certains « disparus » ont ensuite été découverts dans des fosses. Nombre de ces personnes semblaient avoir été victimes de torture, notamment de viol, ou de mort violente.

La plupart des personnes arrêtées par les forces russes sont appréhendées au cours de contrôles d'identité effectués sur des convois de civils qui se rendent de Tchétchénie en Ingouchie voisine, ou dans le cadre d'opérations militaires – les fameuses opération de « nettoyage » (« *zatchistka* » en russe) – menées dans des zones d'habitation.

Ces opérations s'accompagnent d'atteintes généralisées aux droits humains commises contre la population civile. Amnesty International a recueilli de nombreuses allégations dignes de foi faisant état d'hommes, de femmes et d'enfants qui auraient été enlevés, victimes de viols et d'autres formes de torture, puis abattus.

Des détenus ont été privés de tout contact avec leurs proches, des avocats ou le monde extérieur. Des survivants ont affirmé que la torture était pratiquée de manière courante et systématique. Ils ont indiqué que des détenus des deux sexes

avaient été violés, et que des personnes avaient été frappées à coups de marteau et de matraque, ou torturées à l'électricité ou au moyen de gaz lacrymogène. Certains détenus ont déclaré qu'ils étaient retenus captifs dans de simples trous creusés dans le sol.

Les enquêtes sur les exécutions extrajudiciaires, les « disparitions », les actes de torture et autres formes de mauvais traitements imputés aux forces russes sont inadéquates, et ne débouchent quasiment jamais sur des poursuites judiciaires contre les responsables présumés.

Amnesty International appelle les autorités russes à s'acquitter de leurs obligations, en offrant aux victimes des voies de recours effectives, en leur accordant réparation, et en traduisant en justice les responsables présumés d'atteintes aux droits humains.

Ce que vous pouvez faire

Écrivez au président de la Fédération de Russie à l'adresse suivante :

*President of the Russian Federation
Vladimir Putin, Kremlin
Moscow
Fédération de Russie*

Exhortez-le à :

- prendre les mesures nécessaires pour que toutes les allégations faisant état d'atteintes aux droits humains donnent lieu à des enquêtes exhaustives et impartiales, et pour que les auteurs présumés de ces agissements soient traduits en justice ;
- faire en sorte que des enquêtes impartiales soient menées sur toutes les informations faisant état de « disparitions », et que l'identité et le lieu de détention de toutes les personnes retenues captives en Tchétchénie soient rendus publics.

Mouvement mondial de défense des droits humains composé de bénévoles, Amnesty International mène campagne afin d'obtenir la libération des prisonniers d'opinion, un procès équitable pour les prisonniers politiques, l'abolition de la peine de mort et de la torture, et la fin des « disparitions » et des assassinats politiques dans le monde entier. Amnesty International œuvre impartialement à la promotion de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments internationaux.

Pour obtenir de plus amples informations sur Amnesty International et sur notre campagne contre les atteintes aux droits humains commises en Fédération de Russie, contactez la section ou structure d'Amnesty International de votre pays ou écrivez à :

*Amnesty International
International Secretariat
Peter Benenson House
1 Easton Street
London WC1X 0DW
Royaume-Uni*

<http://www.amnesty.org>

FÉDÉRATION DE RUSSIE

Justice pour tous !

Les minorités ethniques attaquées

Cas d'appel n°3

Justice pour tous !*

La Fédération de Russie est en pleine transition. Des changements politiques et économiques spectaculaires ont profondément modifié l'existence des 144 millions d'habitants de ce pays.

La situation des droits humains s'est transformée depuis les années 70. Néanmoins, de graves atteintes aux droits humains demeurent généralisées.

Dans toute la Fédération de Russie, les actes de torture et autres formes de mauvais traitements infligés aux femmes, aux hommes et aux enfants en détention sont quasiment monnaie courante. Les conditions de vie qui règnent dans les centres de détention provisoire du pays sont généralement tellement éprouvantes qu'elles constituent des traitements cruels, inhumains ou dégradants.

En Tchétchénie, le conflit est marqué par de graves violations des droits humains et du droit international humanitaire. Selon des informations dignes de foi, les forces russes se seraient rendus responsables de nombreuses atteintes aux droits humains, notamment d'arrestations arbitraires, d'actes de torture, de « disparitions » et d'exécutions extrajudiciaires. Les forces tchétchènes auraient également commis des violations du droit international humanitaire, prenant notamment pour cibles des civils et exécutant des combattants capturés.

Les responsables présumés d'atteintes aux droits humains sont rarement contraints à rendre des comptes, et les victimes sont fréquemment privées de réparations.

Amnesty International lance une campagne d'envergure mondiale destinée à montrer la réalité de ces atteintes généralisées aux droits humains, commises dans un climat d'impunité. Cette campagne vise à faire pression sur le gouvernement russe pour l'amener à s'acquitter de ses obligations internationales en matière de protection et de promotion des droits humains. Notre objectif est simple : **Justice pour tous !**

* La version originale en langue anglaise du document résumé ici a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, sous le titre RUSSIA CAMPAIGN - LEAFLETS. La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI - octobre 2002.

Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI – IS documents.
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org

Les minorités ethniques attaquées

Joseph Peter (voir photo), un ressortissant soudanais, a été attaqué et battu par une vingtaine de skinheads munis de barres métalliques, le 16 juin 2001. Il était en train d'utiliser une caméra vidéo dans un parc de Moscou au moment où ces personnes l'ont agressé et fait tomber dans un étang. Pris de panique et voyant d'autres skinheads se précipiter vers lui, Joseph Peter a tenté de sortir de l'eau mais a été battu de nouveau. Il a toutefois réussi à filmer certains de ses agresseurs.

À la suite de l'intervention d'un passant, Joseph Peter a pu rentrer chez lui et appeler une ambulance. À l'hôpital, les médecins ont diagnostiqué qu'il souffrait d'une côte cassée et d'une commotion.

Joseph Peter a envoyé une déclaration écrite relatant son agression à l'agent de service du poste de police des quartiers Kouzminski - Lioublino. Trois policiers se sont rendus au foyer où résidait Joseph Peter. Ils lui ont dit que pour qu'ils puissent poursuivre l'enquête, il devrait signer une déclaration sensiblement différente de sa première version des faits, dans laquelle il omettrait notamment de mentionner le caractère raciste de l'attaque dont il avait fait l'objet.

Le visage de trois des agresseurs apparaissait distinctement sur l'enregistrement vidéo. Joseph Peter a donné l'unique exemplaire de cette vidéo aux policiers, qui l'ont regardée en sa présence et lui auraient promis de lui rendre sa cassette au cours des deux semaines suivantes. Or, la police n'a toujours pas restitué cet enregistrement à Joseph Peter et l'enquête est au point mort.

Amnesty International continue de recevoir des informations faisant état d'actes de violence commis contre des membres de minorités ethniques par des particuliers et des groupes criminels (des agents non gouvernementaux) à Moscou, à Saint-Pétersbourg et dans d'autres villes de toute la Fédération de Russie.

Les victimes de ces agissements sont souvent des étudiants et des réfugiés originaires d'Afrique. Des personnes originaires du Caucase (y compris des Tchétchènes), d'Asie centrale, d'Asie, du Moyen-Orient et d'Amérique Latine sont également victimes de tels actes. En outre, des juifs ont fait l'objet d'injures antisémites et d'agressions physiques.

Certaines victimes, en particulier des demandeurs d'asile et des réfugiés dont la validité des papiers d'identité n'est souvent pas reconnue par la police, ont déclaré à Amnesty International qu'ils hésitaient à signaler ces attaques, car ils craignaient que la police ne les harcèle ou qu'elle ne tente de leur extorquer de l'argent.

Dans plusieurs cas portés à la connaissance de l'organisation, des enquêteurs de police se sont montrés peu disposés à relever le caractère raciste des attaques qui leur étaient signalées, insistant apparemment pour que les victimes déclarent que leurs agresseurs étaient ivres.

Il est essentiel que les autorités russes soient tenues de rendre compte des atteintes aux droits humains commises par les agents non gouvernementaux, pour que soient protégés les droits fondamentaux des minorités raciales et des autres victimes de discrimination.

Certains traités internationaux relatifs aux droits humains font obligation au gouvernement russe de lutter contre toutes les formes de discrimination. Il lui appartient également de prendre des mesures efficaces afin de garantir à tous le droit de ne pas être soumis à la torture ni à d'autres formes de mauvais traitements. Pour ce faire, il doit notamment abroger les dispositions législatives

discriminatoires qui favorisent l'usage de la torture et qui nient le principe d'égalité devant la justice, et garantir efficacement la protection des personnes contre la violence au sein de la collectivité. Les autorités doivent également veiller à ce que les lois et les institutions de l'État permettent de lutter contre la discrimination en s'attaquant aux causes de ce problème.

Ce que vous pouvez faire

Écrivez au président de la Fédération de Russie à l'adresse suivante :

*President of the Russian Federation
Vladimir Putin
Kremlin
Moscow
Fédération de Russie*

Exhortez-le à :

- faire en sorte que toutes les allégations d'atteintes aux droits humains fassent l'objet d'enquêtes exhaustives et impartiales, et que les auteurs présumés de ces agissements soient déférés à la justice ;
- prendre les mesures nécessaires pour qu'un contrôle soit exercé sur les opérations de la police, afin de veiller à ce qu'elles ne soient pas menées de façon discriminatoire.

Mouvement mondial de défense des droits humains composé de bénévoles, Amnesty International mène campagne afin d'obtenir la libération des prisonniers d'opinion, un procès équitable pour les prisonniers politiques, l'abolition de la peine de mort et de la torture, et la fin des « disparitions » et des assassinats politiques dans le monde entier. Amnesty International œuvre impartialement à la promotion de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments internationaux.

Pour obtenir de plus amples informations sur Amnesty International et sur notre campagne contre les atteintes aux droits humains commises en Fédération de Russie, contactez la section ou structure d'Amnesty International de votre pays ou écrivez à :

*Amnesty International
International Secretariat
Peter Benenson House
1 Easton Street
London WC1X 0DW
Royaume-Uni*

<http://www.amnesty.org>

FÉDÉRATION DE RUSSIE

Justice pour tous !

Torture et homicides en Tchétchénie

Cas d'appel n°4

Justice pour tous !*

La Fédération de Russie est en pleine transition. Des changements politiques et économiques spectaculaires ont profondément modifié l'existence des 144 millions d'habitants de ce pays.

La situation des droits humains s'est transformée depuis les années 70. Néanmoins, de graves atteintes aux droits humains demeurent généralisées.

Dans toute la Fédération de Russie, les actes de torture et autres formes de mauvais traitements infligés aux femmes, aux hommes et aux enfants en détention sont quasiment monnaie courante. Les conditions de vie qui règnent dans les centres de détention provisoire du pays sont généralement tellement éprouvantes qu'elles constituent des traitements cruels, inhumains ou dégradants.

En Tchétchénie, le conflit est marqué par de graves violations des droits humains et du droit international humanitaire. Selon des informations dignes de foi, les forces russes se seraient rendus responsables de nombreuses atteintes aux droits humains, notamment d'arrestations arbitraires, d'actes de torture, de « disparitions » et d'exécutions extrajudiciaires. Les forces tchétchènes auraient également commis des violations du droit international humanitaire, prenant notamment pour cibles des civils et exécutant des combattants capturés.

Les responsables présumés d'atteintes aux droits humains sont rarement contraints à rendre des comptes, et les victimes sont fréquemment privées de réparations.

Amnesty International lance une campagne d'envergure mondiale destinée à montrer la réalité de ces atteintes généralisées aux droits humains, commises dans un climat d'impunité. Cette campagne vise à faire pression sur le gouvernement russe pour l'amener à s'acquitter de ses obligations internationales en matière de protection et de promotion des droits humains. Notre objectif est simple : **Justice pour tous !**

* La version originale en langue anglaise du document résumé ici a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, sous le titre RUSSIA CAMPAIGN - LEAFLETS. La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI - octobre 2002.

Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI – IS documents.
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org

Torture et homicides en Tchétchénie

« Bien qu'il soit prouvé que les forces russes ont commis des viols et autres actes de violence sexuelle en Tchétchénie, le Gouvernement de la Fédération de Russie n'a pas, dans la grande majorité des cas, mené les enquêtes nécessaires ni poursuivi les coupables. »

Rapporteuse spéciale des Nations unies chargée de la question
de la violence contre les femmes, février 2001

Le 26 mars 2000, Kheda (Elza) Koungaïeva a été enlevée par des soldats placés sous le commandement du colonel Iouri Boudanov à son domicile de Tangui-Tchou, au sud de Grozny, la capitale tchétchène. Sa famille ne l'a jamais revue vivante.

Le colonel Boudanov a emmené la jeune fille de dix-huit ans dans sa tente, apparemment pour l'interroger, et l'a étranglée. On a retrouvé son corps dans le village où elle habitait. Une autopsie officielle effectuée par un médecin légiste du ministère de la Défense a permis d'établir que Kheda Koungaïeva avait été victime de viol anal et de viol vaginal une heure environ avant sa mort.

Le colonel Boudanov a été arrêté le 30 mars 2000. Au cours de l'enquête, il aurait avoué avoir tué Kheda Koungaïeva, affirmant l'avoir étranglée dans un état de démence temporaire. Il a été inculpé d'abus de pouvoir et de meurtre. Le ministère public n'a pas tenu compte des éléments prouvant qu'il y avait eu viol.

Selon les informations reçues, le colonel Boudanov a subi plusieurs examens psychiatriques au cours de son procès. L'un d'eux, effectué en septembre 2001 à l'institut Serbski, un établissement public, a confirmé la thèse de la démence temporaire. Grâce à ce diagnostic, cet officier pourrait bénéficier d'une forte diminution de peine s'il était reconnu coupable des faits qui lui sont reprochés.

Le colonel Boudanov, dont le procès a commencé en février 2001, est le premier officier russe à être poursuivi pour des infractions commises contre des civils depuis que le conflit a repris en 1999.

Bien qu'il ait avoué avoir tué Kheda Koungaïeva, cet homme bénéficie toujours du soutien du public et de l'armée. Ainsi, au cours de la première semaine du procès du colonel Boudanov, le général Vladimir Chamanov est venu lui serrer la main au tribunal. Cette attitude est révélatrice des énormes difficultés auxquelles se heurtent les victimes de graves violations des droits humains commises en Tchétchénie, ainsi que leurs proches, lorsqu'elles tentent d'obtenir justice.

Le mépris des droits et de la dignité de la personne humaine constaté de longue date par Amnesty International dans toute la Fédération de Russie atteint des sommets alarmants en Tchétchénie.

Le conflit actuel est caractérisé par un grand nombre de témoignages dignes de foi faisant état de violations des droits humains et du droit international humanitaire imputables aux forces russes.

Les forces de sécurité se sont en effet rendues coupables d'attaques contre des civils, de « disparitions », d'exécutions extrajudiciaires et d'actes de torture, notamment de viols.

Une des principales raisons de la persistance de ces violations réside dans le fait que les autorités russes ne prennent pas les mesures nécessaires pour traduire en justice les membres de leurs forces présumés responsables de tels agissements.

La peur contribue également de manière non négligeable à cette impunité : de nombreux Tchétchènes redoutent d'être de nouveau pris pour cible s'ils portent plainte pour violation des droits humains contre l'armée russe. Or, les autorités russes ne prennent pas les mesures qui s'imposent pour mettre fin à ce climat de peur.

Amnesty International appelle les autorités russes à s'acquitter de leurs obligations à l'égard des victimes en leur offrant des voies de recours effectives, et à traduire en justice les responsables présumés de violations des droits humains.

« [Le] degré de destruction actuelle semble indiquer que Grozny a été la cible d'un bombardement aveugle et disproportionné par les forces russes ».

Lord Judd, membre de la Commission des questions politiques
de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, avril 2000.

Ce que vous pouvez faire

Écrivez au représentant spécial du président russe chargé des droits humains en Tchétchénie, à l'adresse suivante :

*Russian representative of the President of the Russian Federation
on Human Rights and Freedoms in the Chechen Republic
Abdul-Khakim Sultygov
Staraia ploshad, d.2, pod. 6
103132 Moscow
Fédération de Russie*

Exhortez-le à :

- faire en sorte que toutes les allégations d'atteintes aux droits humains fassent l'objet d'enquêtes exhaustives et impartiales, et que les responsables présumés soient traduits en justice ;
- veiller à ce que toutes les victimes d'atteintes aux droits humains et de violations du droit international humanitaire puissent obtenir justice, et à ce qu'elles aient effectivement droit à des réparations équitables et adéquates.

Mouvement mondial de défense des droits humains composé de bénévoles, Amnesty International mène campagne afin d'obtenir la libération des prisonniers d'opinion, un procès équitable pour les prisonniers politiques, l'abolition de la peine de mort et de la torture, et la fin des « disparitions » et des assassinats politiques dans le monde entier. Amnesty International œuvre impartialement à la promotion de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments internationaux.

Pour obtenir de plus amples informations sur Amnesty International et sur notre campagne contre les atteintes aux droits humains commises en Fédération de Russie, contactez la section ou structure d'Amnesty International de votre pays ou écrivez à :

*Amnesty International
International Secretariat
Peter Benenson House
1 Easton Street
London WC1X 0DW
Royaume-Uni*

<http://www.amnesty.org>

FÉDÉRATION DE RUSSIE

Justice pour tous !

Femmes : des victimes oubliées par l'État

Cas d'appel n°5

Justice pour tous !*

La Fédération de Russie est en pleine transition. Des changements politiques et économiques spectaculaires ont profondément modifié l'existence des 144 millions d'habitants de ce pays.

La situation des droits humains s'est transformée depuis les années 70. Néanmoins, de graves atteintes aux droits humains demeurent généralisées.

Dans toute la Fédération de Russie, les actes de torture et autres formes de mauvais traitements infligés aux femmes, aux hommes et aux enfants en détention sont quasiment monnaie courante. Les conditions de vie qui règnent dans les centres de détention provisoire du pays sont généralement tellement éprouvantes qu'elles constituent des traitements cruels, inhumains ou dégradants.

En Tchétchénie, le conflit est marqué par de graves violations des droits humains et du droit international humanitaire. Selon des informations dignes de foi, les forces russes se seraient rendus responsables de nombreuses atteintes aux droits humains, notamment d'arrestations arbitraires, d'actes de torture, de « disparitions » et d'exécutions extrajudiciaires. Les forces tchétchènes auraient également commis des violations du droit international humanitaire, prenant notamment pour cibles des civils et exécutant des combattants capturés.

Les responsables présumés d'atteintes aux droits humains sont rarement contraints à rendre des comptes, et les victimes sont fréquemment privées de réparations.

Amnesty International lance une campagne d'envergure mondiale destinée à montrer la réalité de ces atteintes généralisées aux droits humains, commises dans un climat d'impunité. Cette campagne vise à faire pression sur le gouvernement russe pour l'amener à s'acquitter de ses obligations internationales en matière de protection et de promotion des droits humains. Notre objectif est simple : **Justice pour tous !**

* La version originale en langue anglaise du document résumé ici a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, sous le titre RUSSIA CAMPAIGN - LEAFLETS. La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI - octobre 2002.

Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI – IS documents.
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org

Femmes : des victimes oubliées par l'État

« Ils me frappaient sur la tête, sur la nuque, pour m'empêcher de bouger la tête. Ils me donnaient des coups de poing et me frappaient dans les côtes en permanence. L'un d'eux me violait tandis que l'autre m'immobilisait en m'enfonçant le visage dans le lit. »

Le 5 mars 1999, dans la ville de Iaroslav, des policiers ont arrêté Marina T. (pseudonyme), vingt ans, alors qu'elle conduisait une voiture. Ils l'ont accusée d'être en état d'ébriété et l'ont conduite dans un centre de dégrisement géré par la police. Marina T. a déclaré que trois policiers et un membre du personnel médical de cet établissement l'avaient déshabillée de force, lui avaient cogné la tête contre un mur et lui avaient donné des coups de poing dans le visage. Elle a également indiqué que quatre hommes l'avaient violée et que plusieurs hommes, à tour de rôle, l'avaient contrainte à leur faire une fellation.

Le lendemain, Marina T. a comparu devant le tribunal de district de Zavoljsk, qui l'a condamnée à verser une amende de 800 roubles (environ 26 euros) pour ivresse sur la voie publique et pour comportement violent envers des policiers. Elle a ensuite été remise en liberté. Le même jour, elle a déposé une plainte auprès du parquet local, où des responsables ont constaté la présence d'ecchymoses sur son visage.

Des poursuites judiciaires ont été engagées le 9 mars 1999 contre trois policiers pour torture et mauvais traitements, mais ces charges ont été abandonnées le 18 mai 2000, « faute de preuves ». Toutefois, ces trois hommes n'ont pas été entièrement mis hors de cause, étant également inculpés d'abus de pouvoir, de coups et blessures avec préméditation et de négligence, infractions passibles de peines moins lourdes que celles qui sanctionnent les mauvais traitements et le viol.

L'affaire a été renvoyée à plusieurs reprises pour complément d'information avant la tenue de l'audience finale, en mars 2002 – soit près de deux ans après le dépôt de la plainte, devant le tribunal de district de Zavoljsk. Cette juridiction a déclaré le membre du personnel médical coupable de mauvais traitements avec préméditation ; toutefois, il a été remis en liberté immédiatement, en vertu d'une amnistie. Deux policiers ont été reconnus coupables d'abus de pouvoir pour avoir recouru et menacé de recourir à la violence. Ils ont été condamnés à des peines avec sursis et démis de leurs fonctions de policier pour une durée de deux ans.

Le parquet et l'avocat de Marina T. ont contesté ces décisions. Le 16 avril 2002, le tribunal régional de Iaroslav a annulé ces jugements et renvoyé l'affaire devant le tribunal de Zavoljsk pour qu'elle y soit jugée par de nouveaux magistrats. À la mi-2002, les trois hommes étaient toujours en instance de jugement. Deux autres policiers, accusés par Marina T. d'avoir fait partie du groupe de quatre hommes l'ayant violée, n'ont jamais été inculpés.

En Russie, les autorités ne font pas le nécessaire pour protéger les femmes contre les violences commises par des agents de l'État. Amnesty International reçoit régulièrement des informations faisant état de cas de femmes soumises à des actes de torture et à d'autres mauvais traitements, notamment des viols et d'autres violences sexuelles, dans des postes de police et des prisons. Les pouvoirs publics ne veillent pas à ce que les femmes détenues soient encadrées par du personnel

féminin, ni à ce qu'elles soient interrogées en présence d'un avocat, et les auteurs de violences bénéficient d'une impunité quasi totale – autant de facteurs qui facilitent de tels agissements.

Nombre des femmes victimes de ces violences ne cherchent pas à obtenir réparation, craignant d'avoir de nouveau affaire aux autorités et redoutant la mise à l'index qui frappe les victimes de crimes sexuels. Celles qui tentent d'obtenir justice se heurtent à un système qui méconnaît très largement les violences à l'égard des femmes et protège les auteurs de tels agissements. Aussi les représentants de l'État pensent-ils qu'ils peuvent continuer à maltraiter les femmes placées sous leur responsabilité sans avoir à craindre d'être sanctionnés.

L'État ne protège pas davantage les femmes à l'intérieur de leur foyer. Il est très rare que les hommes qui frappent ou violent leur épouse fassent l'objet de poursuites. Aux termes de la législation russe, la violence au foyer ne constitue pas en soi une infraction. Les autorités reconnaissent toutefois l'importance du phénomène : selon leurs indications, 14 000 femmes sont tuées chaque année par leur époux ou par d'autres membres de leur entourage. Cependant, les pouvoirs publics ne prennent que peu d'initiatives pour remédier au problème. Près de 50 versions d'une loi nationale visant à lutter contre la violence au foyer ont été soumises au Parlement, mais aucune n'a été adoptée.

Ce que vous pouvez faire

Écrivez au président de la Fédération de Russie à l'adresse suivante :

Vladimir Putin

Kremlin

Moscow

Fédération de Russie

Exhortez-le à :

- veiller à ce que toutes les allégations de torture donnent lieu à une enquête exhaustive et impartiale et à ce que les auteurs présumés de tels agissements soient déférés à la justice ;
- prendre les mesures nécessaires pour que la violence au foyer soit érigée en infraction, et veiller à ce que les responsables de l'application des lois reçoivent une formation dans le cadre de laquelle ils seront sensibilisés au problème des violences à l'égard des femmes, y compris la violence au foyer, et encouragés à poursuivre les auteurs présumés de tels agissements.

Mouvement mondial de défense des droits humains composé de bénévoles, Amnesty International mène campagne afin d'obtenir la libération des prisonniers d'opinion, un procès équitable pour les prisonniers politiques, l'abolition de la peine de mort et de la torture, et la fin des « disparitions » et des assassinats politiques dans le monde entier. Amnesty International œuvre impartialement à la promotion de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments internationaux.

Pour obtenir de plus amples informations sur Amnesty International et sur notre campagne contre les atteintes aux droits humains commises en Fédération de Russie, contactez la section ou structure d'Amnesty International de votre pays ou écrivez à :

*Amnesty International
International Secretariat
Peter Benenson House
1 Easton Street
London WC1X 0DW
Royaume-Uni*

<http://www.amnesty.org>

La version originale en langue anglaise de ce document a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, sous le titre RUSSIA CAMPAIGN - LEAFLETS. (Children's rights abused ; 'Disappearances' in Chechnya ; Ethnic minorities under attack ; Torture and killings in Chechnya ; Violence against women)

La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI - octobre 2002.

Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI – IS documents.

Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org

Pour toute information complémentaire, veuillez vous adresser à :
